

La Rigueur mènera dans le mur de la récession !

Le secrétariat fédéral a procédé aux analyses des annonces du gouvernement, et des préconisations de la Cour des comptes en matière de dépenses publiques. Celles-ci préfigurent un plan de rigueur très dur :

- Réduction drastique des effectifs (sur les missions non prioritaires),
- Gel en valeur des dépenses de personnel dont celles concernant les rémunérations,
- Réduction de moitié des crédits réservés aux mesures catégorielles,
- Baisse des dépenses de fonctionnement et de subventions de 7% en 2013, 4% en 2014 et 2015,
- Etc.

Dans le même temps, la Fédération FO des personnels des services publics et des services de santé s'inquiète des conséquences de la poursuite pendant trois ans du gel des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales. Ces dernières pourraient même être soumises à contribution pour des « efforts » supplémentaires à produire.

La Fédération FO des SPS s'alarme également du niveau de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2013. Faute de moyens du fait d'un ONDAM insuffisant depuis de nombreuses années, 40% des établissements hospitaliers publics sont en déficit et leur dette cumulée s'élèverait à 24 milliards d'euros. Une évolution de l'ONDAM de 2,5% (voire moins) aurait pour conséquence une aggravation de la situation budgétaire des établissements avec d'importantes suppressions de postes à la clef. Nous rappellerons l'engagement d'une augmentation de 3% du candidat à la Présidentielle !

Une nouvelle fois, la fonction publique et les fonctionnaires des trois versants (État, Territorial, Hospitalier) et par voie de conséquences les usagers, vont subir de plein fouet les conséquences de cette politique de rigueur.

La Fédération condamne fermement cette orientation qui est destinée à rassurer les marchés financiers et satisfaire les exigences de la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds Monétaire International).

Cette cure d'austérité entraînera le pays dans le mur de la récession, et fera payer aux salariés, aux fonctionnaires et agents publics une dette qui n'est pas la leur ! Elle se traduira par moins de service public et par un nouveau recul du pouvoir d'achat de ses agents.

A la veille de « la grande conférence sociale », la Fédération FO des SPS met solennellement en garde le gouvernement contre toute tentative de remise en cause du statut, de pression supplémentaire sur l'emploi public et s'opposera à la prolongation du gel des traitements dans la fonction publique.

La Fédération FO des SPS, avec la Confédération FO continuera de porter ses revendications notamment en matière d'augmentation des salaires et des traitements, d'emploi, de défense du service public et de la protection sociale.

Le secrétariat fédéral,

Paris, le 3 juillet 2012.